

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

BUREAUX : Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grand-Chemin ; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Dulhac et Cie, place de la Bourse, 8 ; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economie ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

DIRECTEUR-GÉRANT : J. VANOVERBECK
Le Nord de la France :
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44
ANNONCES : 25
RECLAMES : 30
Omnibus

ROUBAIX, 26 JUILLET 1870

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Nous avons reçu hier, après le tirage du journal, la dépêche suivante :

« Bruxelles, 25 juillet.

On mande de Saarbrück que trente hommes environ du 7^e régiment de uhlans ont franchi la frontière et qu'ils ont intercepté les communications entre Sarreguemines et Haguenau en faisant sauter un viaduc et en arrachant les rails du chemin de fer.

Nous recevons aujourd'hui ces autres dépêches :

Wissembourg, mardi.

Le général de Bernis a battu une reconnaissance devant Niederbronn ; un officier bavarois a été tué et deux autres faits prisonniers.

Paris, mardi 7 h. 40 m.

(Arrivée à Roubaix à 12 h. 45.)

Le Journal officiel publie une circulaire de M. de Gramont reproduisant une dépêche de M. Benedetti, datée du 31 mars 1869, concernant l'entretien dans lequel M. Thile a déclaré qu'il ne pouvait être question du prince Hohenzollern pour la couronne d'Espagne.

Florence, lundi soir.

Répondant à une interpellation, le ministre des affaires étrangères a dit que l'Italie observe une neutralité scrupuleuse ; il a ajouté que la pire politique serait de saisir l'occasion actuelle pour créer des embarras à la France. (Applaudissements à droite et à gauche.)

Le gouvernement austro-hongrois vient de proclamer à son tour sa neutralité dans la guerre actuelle. Sa déclaration paraît calculée sur celle du cabinet de Saint-Petersbourg ; le cabinet de Vienne regrette que la paix européenne soit troublée, et il fait des vœux pour que les hostilités soient limitées le plus possible quand à leur durée. Le gouvernement impérial-royal ajoute qu'aussi longtemps que ses intérêts ne seront pas affectés par le cours des événements il persévéra dans cette attitude.

Le public ne pouvait se faire aucune illusion sur le caractère éventuel de l'attitude de l'Autriche. Chacun comprend que l'intervention de cette puissance serait de nature à provoquer celle de la Russie, et à contrevenir ainsi aux vœux et aux sentiments des grandes puissances qui désirent la guerre.

Il y a lieu cependant de faire observer que l'Autriche, depuis l'ouverture des hostilités, n'est déjà plus dans la situation ante bellum, car en présence du mouvement unitaire allemand au sud, et au nord, on peut se demander ce que sont devenus le traité de Prague et la ligne du Mein.

Les grèves, si bruyantes il y a quelques jours, semblent maintenant faire silence. Nous ne demandons pas mieux que de croire qu'un sentiment national fait faire les dangereuses dissidences entre le capital et le travail qui, depuis quelque temps, agitent nos industriels. Toutefois, nous devons faire remarquer la note discordante que l'Internationale vient de mêler au concert patriotique de tous les bons citoyens. Cette institution, modèle de philanthropie et de fraternité, s'il faut l'en croire, a publié récemment une adresse des travailleurs français aux « frères » de Prusse et d'Espagne. Nous y lisons : « Nous qui ne connaissons plus les frontières, nous vous adressons, comme gage de solidarité indissoluble, les vœux et le salut des travailleurs de France. »

Notons ce mot travailleurs qui revient sans cesse dans les déclarations du socialisme ; comme si tout le travail était l'œuvre des bras comme si toute la pensée n'avait pas de labours et qu'il n'y eût pas les sueurs de l'âme comme celles du corps.

L'Internationale aime la paix et y convie les peuples. Mais tous les travailleurs en qui vibre la fibre française, savent que la guerre, quand elle est juste, a sa mission réparatrice, que sans elle, on n'a pas la paix, mais une paix sans honneur et, par suite, sans lendemain. — Georges Gandy.

Le prince Napoléon est désigné pour le commandement du corps d'opérations, dans la Baltique. M. le général Trochu remplira les fonctions de chef d'état-major général.

M. le ministre de l'intérieur a envoyé aux préfets des départements du Nord et de l'Est de la France, une circulaire dans laquelle il leur recommande avec le plus grand soin le service des secours à donner aux blessés. M. le ministre leur recommande de multiplier les ambulances, et quand un certain nombre de blessés auront été dirigés sur une commune on sur un village, d'affecter à cet usage les bâtiments communaux, mairies, marchés couverts, maisons d'école, etc.

L'on prête aux Prussiens, l'intention de violer la neutralité suisse, et cette supposition paraît d'autant mieux fondée que le cabinet de Berlin n'a encore rien répondu à la déclaration faite par la Suisse. Pour accomplir ce perfide dessein, un corps de 30,000 hommes se dirigerait sur Bâle par la Forêt-Noire.

Les Suisses paraissent bien décidés à faire respecter leur neutralité. On écrit à la Patrie que l'armée helvétique est divisée en trois corps : le premier de 20,000 hommes, destiné à opérer entre Constance et Romanshorn, est échelonné sur les bords du lac ; et le second de Romanshorn à Loërach, est aussi de 20,000 hommes, et le troisième, de 10,000 hommes seulement, est situé derrière la colline de Sainte-Marguerite, entre Loërach et Bâle.

La tenue des troupes fédérales, ajoute le correspondant que nous citons, est excellente : leur costume ressemble beaucoup à celui de nos soldats. Ils paraissent avoir beaucoup plus de sympathie pour les Français que pour les Prussiens, parce qu'ils savent parfaitement qu'ils n'ont rien à craindre de la France victorieuse, tandis que si la fortune nous était contraire, ils seraient sacrifiés à l'ambition du Bismarck.

Dans les villages qui entourent Trèves, on a trouvé un moyen fort expéditif pour hâter le départ des hommes de la landwehr et les forcer à quitter leurs foyers. On fait mettre le feu... par hasard... à leurs pauvres cabanes.

Cela s'est vu, il y a trois jours, à Nenmg et à Ostringen.

En France, l'on procède différemment. On ouvre des registres dans les bureaux de recrutement, et les jeunes gens accourent en foule pour y apposer leur signature.

En quatre jours, le nombre des engagements volontaires a dépassé 125,000.

On télégraphie de Vienne, 24 juillet, à la Correspondance du Nord-Est :

« Contrairement à ce qu'assurent les journaux prussiens, les personnes arrivées de Prusse disent qu'une grande consternation règne dans le pays. »

« Un télégramme de la frontière prussienne annonce qu'hier le quartier-général était encore à Berlin. »

« M. Artom, ancien secrétaire du comte de Cavour, et actuellement ministre d'Italie à Stuttgart, vient d'arriver ici. »

« Le baron Uexhell-Gyllenbandt, attaché militaire autrichien, est reparti pour Paris. »

Les troupes prussiennes vont occuper les forteresses, et tous les points stratégiques de l'Allemagne du Sud, et les forces de la Bavière et du Wurtemberg seront envoyées au nord pour défendre le Schleswig-Holstein et la Hanovre.

Le patriotisme des Alsaciens vient de se révéler par une nouvelle résolution digne de tous éloges et qui rendra à l'armée, à l'industrie et au pays de signalés services. A Colmar et à Mulhouse on organise en ce moment un service volontaire de surveillance rigoureuse des chemins de fer, afin de déjouer les tentatives criminelles qui pourraient être faites contre les nombreux convois nécessités par les circonstances actuelles. Ce service aura une organisation spéciale dans chaque commune, et c'est l'autorité municipale qui préside à sa formation.

L'Union annonce qu'une souscription a été ouverte hier au conseil d'Etat à l'occasion de la guerre. Le montant des versements reçus dans la journée s'élève à 25,000 fr.

M. Jules Favre a envoyé 500 francs à la souscription en faveur des soldats blessés.

Le ministre de France à Stuttgart a été, avant son départ, l'objet de manifestations très-violentes. Une bande d'énergumènes s'est portée devant l'hôtel de la légation s'y est livrée à des actes qui honorent peu le caractère prussien.

L'élan est donné ; tous les lycées ou collèges font abandon de la valeur de leurs prix à la souscription nationale.

Les journaux ont souvent répété que le chasseur était supérieur au fusil prussien et qu'il avait surtout une plus longue portée. Le fait suivant, qui vient de nous être raconté, en donne la démonstration pratique. Près de Styring, des chasseurs faisaient une reconnaissance ; au loin apparaissent des uhlans qui s'empresent d'essayer leurs armes sur nos cavaliers. La distance était trop grande pour eux, personne ne fut atteint ; en revanche, les chasseurs ripostèrent et leurs balles allèrent frapper trois Prussiens qu'ils virent tomber de cheval.

On nous donne pour certain que le pont de Wasserbillig, que l'on disait avoir été coupé, est encore intact. Il n'est gardé que par un escadron prussien. Ce pont, jeté sur la Moselle, fait communiquer le Luxembourg avec la Prusse, entre Perl et Rémsch, tout près de la frontière française.

On nous écrit : Presque pas de troupes à Trèves. Une garnison ordinaire à Sarrelouis. Toutes les troupes prussiennes sont vers Mayence et se concentrent.

Bien que les Prussiens possèdent des mitrailleuses, il paraît qu'ils croient à la supériorité des nôtres, et qu'ils ne seraient pas fâchés d'en avoir le modèle.

La Gazette de Cologne vient, en effet, de publier la note suivante :

« Le premier soldat prussien qui s'empara d'une mitrailleuse recevra une récompense de 500 thalers. »

Voilà un prix qui risque fort de n'être pas gagné, mais dont l'annonce pourra coûter du sang à l'armée prussienne.

On écrit de Rome :

« Quantité de soldats pontificaux, rappelés par les autorités militaires françaises et prussiennes, partent avec enthousiasme. M. de Talleyrand, Français d'origine, attaché militaire de la légation de Prusse, à qui on avait spontanément promis lorsqu'il est entré au service de ne jamais l'employer en cas de guerre avec la France, a poussé le zèle jusqu'à solliciter son incorporation dans un régiment qui doit entrer en campagne. On s'est empressé d'accepter à Berlin. M. de Talleyrand a un frère dans l'armée française. »

« Le général Dumont avait demandé, avant la déclaration de guerre, un envoi de munitions pour les exercices de son corps. Elles lui sont arrivées après la déclaration. De là, le bruit de la prochaine arrivée d'un renfort de troupes françaises. »

Le gouvernement a décidé que, pendant toute la durée de la guerre, un ecclésiastique serait attaché à chaque régiment. Il y aurait en plus un aumônier en chef, l'abbé Lafat, qui part avec le grand quartier-général, et un aumônier par corps d'armée. Il s'ensuit qu'il faudra pour cette guerre plus de 300 ecclésiastiques.

L'Impératrice est allée passer la journée de dimanche à Cherbourg. Sa Majesté a visité l'escadre placée sous les ordres de l'amiral Bouët-Willamez. Sa présence, au milieu de nos marins, a été l'occasion de manifestations empreintes du plus patriotique enthousiasme.

Voici le laconique ordre du jour adressé par l'amiral Bouët de Willamez aux marins et soldats placés sous son commandement :

- « Officiers, sous-officiers et matelots ;
« A partir d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous commander. Je fais appel à votre énergie, à votre dévouement.
« Vive l'Empereur !
« Vive la France !

La Gazette de France nous en apprend de belles ! Selon elle, le général Prim serait un sous-officier prussien déserteur qui aurait fait partie de la garde, à Postdam. Un horloger de cette petite ville, raconte la Gazette, avait jadis vendu au jeune guerrier, qui portait alors le nom de Prim (en français : tire-pied) une montre que celui-ci négligea de payer. L'an dernier, l'horloger, qui lit les gazettes, y rencontra si souvent le nom du général

Prim, que l'idée lui vint, que ce pouvait être son débiteur. Il rédigea une petite note par laquelle il réclamait le prix de sa montre et les intérêts composés.

Il la fit présenter à Madrid par le consul de la Confédération du Nord. Le général lut la lettre qui accompagnait la facture, ne répondit pas un mot, mais ouvrit son secrétaire et remit la somme demandée. Enfin, ajoutons qu'il y a dans Berlin, Philippsstrass, n°... une Ariane éplorée qui dit à tout venant : Le général Prim doit être mon mari ; celui-ci m'a lâchement délaissée il y a bientôt vingt-deux ans ! Elle assure avoir reconnu dans les portraits photographiques du général les traits de son infidèle époux.

Courrier de Paris

Paris, lundi 26 juillet.
Plus de séances des Chambres, silence complet sur les mouvements de troupes. Voilà la chronique quotidienne privée de ses deux principaux aliments, et cependant l'impénitence et la curiosité publiques sont surexcitées au dernier point. Il nous faut pourtant bien en prendre notre parti : d'ici à huit jours nous ne devons nous attendre à aucune nouvelle importante du théâtre de la guerre.

Une note du Journal officiel rappelle certains journaux à l'observation de la loi qui interdit toute publication de renseignements sur les opérations militaires. Et à ce propos j'insisterai de nouveau sur le caractère spécial de la loi : il ne s'agit pas, comme on l'a dit, de réduire la presse au silence, de la bâillonner ; il n'y a qu'un sujet qui lui est interdit : elle ne doit pas parler des mouvements de troupes qui s'accomplissent ou qui vont s'accomplir, rien de plus. Loi essentiellement temporaire, et dont l'application ne s'étendra pas au delà des premiers engagements entre les deux armées, ou tout au moins l'imposera de privation aux journaux que pendant les premiers jours de la lutte, car dans quelque temps les journaux auront assez à faire de raconter au jour le jour les incidents accomplis de la campagne.

La même incertitude règne toujours au sujet du départ de l'Empereur, et même on ne sait s'il partira incognito ou s'il quittera Paris en plein jour pour se rendre à son quartier-général. Si nous devons garder le silence sur les mouvements des troupes françaises, il nous faut reconnaître que nous sommes dans la plus complète ignorance sur les mouvements des troupes prussiennes. Cependant, il nous arrive ici des journaux de divers pays ; mais nous n'y trouvons pas de renseignements sur les forces que la Prusse a massées sur les bords du Rhin : nous avons beaucoup parlé de nous et point du tout d'eux. Nous serions fort désireux de savoir ce que font nos ennemis. Les journaux prussiens ont été invités « à ne pas publier même la notice en apparence la plus inoffensive. »

Le retard inévitable que subit l'ouverture de la campagne a servi à accrédir le bruit que des négociations très-actives étaient engagées entre plusieurs puis-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 27 JUILLET 1870.

— 19 —

LA BASTIDE ROUGE

PAR
ELIE BERTHET.

IX

L'ENLÈVEMENT.

En voyant leur pont envahi par ces étrangers, les marins de la felouque, inférieurs en nombre du reste, semblaient frappés de stupeur. Cette agression subite rendait toute résistance impossible. Bientôt les deux équipages se confondirent, et, dans l'obscurité, il eut été difficile de reconnaître les hommes de l'un et de l'autre. On criait, on s'invectivait mutuellement, mais aucun coup n'avait été frappé.

Au milieu de tumulte, Maurice et Fleuriaux couraient d'un air inquiet.

— Il y a des dames ici ! criaient Maurice avec égarément ; où sont-elles ? misérables drôles, qu'en avez-vous fait ? Elisabeth ! ma chère Elisabeth, où êtes-vous ?

— Où est cet infâme brigand de Linguard ? criaient Fleuriaux de son côté ; où est-il ce maudit contrebandier, ce brûleur de maisons, ce ravisseur de filles ? Est-il allé se cacher dans la cale avec les souris de cette vilaine coque à pirates ? Voyons, mateluches, n'indiquerez-vous où est mon homme ?... Et toi, coquin, parleras-tu ?

Son redoutable poignet s'abattit sur l'omoplate d'un Corse qui se trouvait près de lui, bien à contre-cœur, car le battu était Sampinelli. Le pauvre diable, terrassé du coup, tomba à genoux devant lui, et s'écria d'un ton lamentable en joignant les mains :

— Santa Madre di Dios ! ne me tuez pas, épargnez-moi, signor Nabab ! Encore un coup pareil, et vous aurez tué le meilleur chrétien de la paroisse de Corté !

— Tiens ! c'est toi, mon vieux camarade ? dit Fleuriaux avec bonhomie ; d'écidément tu es né pour recevoir toutes les tapes d'amitié que je distribue autour de moi... Prends-y garde, mon ami ; tu laisseras tes os à ce jeu là, je t'en avertis !

En ce moment, la porte de la cabine s'ouvrit ; un homme pâle, tenant un pis-

tolet à chaque main, parut sur le pont. Maurice l'aperçut le premier.

— Linguard ! s'écria-t-il d'une voix forte.

Et il s'élança. Mais aussitôt une voix porçante l'appella. Elisabeth et sa mère se montrèrent dans l'ombre. Maurice, oubliant son mortel ennemi, courut vers les deux femmes. Il reçut Elisabeth presque évanouie dans ses bras ; madame Meursanges elle-même, toute tremblante de joie, l'accueillit comme un libérateur, et se cramponna à ses vêtements.

Cependant Fleuriaux, à l'autre extrémité du navire, avait entendu l'exclamation de Maurice.

— Linguard, répéta-t-il d'un ton railleur, où est-il ? Que personne n'y touche avant moi... J'en veux double ration... Je demande à être servi avant la justice, bei gott !

Il se frayait passage des mains et des coudes au milieu des marins ; tout à coup un homme de haute taille se dressa devant lui.

— Un moment, signor Nabab, dit la voix rude du patron ; je vous dois aussi quelque chose, moi !

Il leva sa main armée d'un stylet ; Fleuriaux fit un saut en arrière et se tint en garde.

— Ah ! c'est Votre Grâce, caballero ? dit-il tranquillement ; fort bien ! mais je n'ai pas le temps de jouer de la navaja. Ayez la complaisance d'attendre un petit quart d'heure seulement, et je serai votre serviteur.

— Mille peaux du diable ! je ne veux pas attendre.

— Allons donc, mon ami, vous êtes pressé comme le vent... Eh bien ! moi je suis aussi pressé d'avoir mon fripon de Linguard. Où est-il, où est-il ?

— Il est là, dit une voix sourde à quelques pas ; tu as tout le bonheur aujourd'hui ; mais du moins tu n'en jouiras pas.

Un coup de feu partit : un homme tomba en poussant un faible gémissement.

— Je suis vengé ! s'écria Linguard, avec un ricanement infernal, au diable le reste !

Il s'élança sur le bordage du navire, et se précipita dans les flots.

Ces événements s'étaient passés très-rapidement ; les marins de l'un et de l'autre équipage n'avaient pu les prévenir. Cependant, au bruit de la chute de Linguard, plusieurs personnes s'écrièrent à la fois, comme entraînés par l'habitude :

— Un homme à la mer ! Vite une barque !

— C'est inutile, dit Elisabeth d'un ton solennel en tendant les bras vers ces tourbillons d'écume où venait de disparaître son persécuteur. D'ailleurs cette mort sauve un grand coupable du baignoir de l'échafaud.

Mais Maurice ne s'occupait pas de Linguard.

— Il l'a tué ! s'écria-t-il avec désespoir en courrant vers l'homme renversé ; il a tué mon malheureux...

— Qui ça ? dit Fleuriaux d'un ton railleur en se montrant tout à coup ; ce n'est pas moi, j'espère ? Linguard, ce vieux sot maladroit, n'a sans doute jamais touché la détente d'un pistolet, car il a logé par-dessus ma tête une balle dans le front de ce pauvre diable de patron... Ayez donc des amis !

Maurice n'osait croire à tant de bonheur ; son regard allait du corps sanglant du patron aux traits calmes et souriants de son père. Ne pouvant parler, il se jeta dans les bras de Fleuriaux.

Quelques moments après, les deux navires voguaient de conservé pour rentrer dans le port de Marseille. L'officier qui avait prêté à Fleuriaux l'appui de l'autorité légale s'était fait rendre compte des événements ; il avait jugé à propos de s'emparer de la felouque et de la conduire en fourrière jusqu'à ce que cette sombre affaire fut éclaircie. Grâce aux révélations des victimes de Linguard, les investigations de la justice ne devaient être ni longues, ni difficiles.

Elisabeth et Maurice, assis à l'arrière de la felouque, se livraient au bonheur de se retrouver, à l'espérance de ne plus se quitter. A quelques pas, madame Meursanges causait avec Fleuriaux ; celui-ci, à demi couché sur un paquet de cordes, regardait philosophiquement les flammes dévorer la Bastide-Rouge sur le rivage. La bonne-dame parut surprise de cette indifférence.

— Vous faites là une grande perte, monsieur Fleuriaux, dit-elle ; car, à ce